

L'élaboration transnationale de la « nouvelle gauche » des années 1970 : l'apport des échanges syndicaux franco-italiens

Claude Roccati

L'auteur

Claude Roccati est professeure dans le secondaire, chercheuse associée au Centre d'histoire sociale (CHS) des mondes contemporains (UMR 8058). Elle est également l'autrice d'une thèse sur *Un internationalisme entre discours et pratiques. La politique internationale de la CFDT (1964-1988)*.

Résumé

Au tournant de la décennie 1970, la culture dite de « deuxième gauche » se nourrit d'échanges entre politiques et syndicalistes français et italiens. Ces échanges conduisent à renouveler le socialisme défendu par cette gauche non communiste, en l'appuyant sur le « contrôle ouvrier » et les luttes de la base. Le réseau à la source de ces échanges s'est en fait dessiné bien plus tôt mais il devient visible dans le contexte de l'après-1968. Si les échanges semblent diminuer rapidement, en raison de contingences nationales mais aussi du fait de divergences entre partis et syndicats, leur influence se prolonge dans la deuxième partie de la décennie au niveau syndical. Les réflexions partagées entre CFDT et CGIL autour de « l'austérité négociée » participent au recentrage de la confédération française.

Mots-clés : CFDT, socialisme, *sinistra sindacale*, « deuxième gauche », contrôle ouvrier

Abstract

The transnational development of the “new left” in the 1970s: the contribution of Franco-Italian trade union discussions

At the outset of the 1970s, the culture of what was known as the *deuxième gauche*, or “New Left”, was enriched by exchanges between French and Italian politicians and trade unionists. Drawing upon grassroots struggles and the notion of “workers’ control”, these exchanges led to a revival of the socialism promoted by this non-communist left. The network at the origin of these exchanges had actually emerged much earlier but only became visible in the post-1968 context. While these exchanges seem to have rapidly dissipated as a result of national contingencies and disagreements between parties and labor unions, their influence over labor unions persisted through the second half of the decade. Shared discussions between the CFDT and CGIL concerning the issue of “negotiated austerity” contributed to reorienting the French confederation’s adoption of a more centrist position.

Keywords : CFDT ; Socialism ; *Sinistra sindacale* ; New Left ; Workers’ Control.

Pour citer cet article : Claude Roccati, « L'élaboration transnationale de la "nouvelle gauche" des années 1970 : l'apport des échanges syndicaux franco-italiens », *Histoire@Politique*, n° 42, septembre-décembre 2020 [en ligne : www.histoire-politique.fr]

Depuis les années 1960 s'est formée en France, en concurrence avec le modèle soviétique repris et adapté par le Parti communiste et une partie du socialisme français, une nébuleuse principalement structurée autour d'un parti, le Parti socialiste unifié (PSU), et une organisation syndicale, la Confédération française démocratique du travail (CFDT). L'incertitude de la dénomination, entre « nouvelle gauche » et « deuxième gauche », pour désigner cette mouvance, témoigne de sa difficile caractérisation. La recherche d'une troisième voie, entre capitalisme libéral et socialisme étatique, les rassemble. Mais celle-ci est déjà plus ancienne : depuis au moins le début des années 1950, on désigne sous le terme de « nouvelles gauches » toutes ces tentatives de troisième voie proposant sous des formes variées un projet de société non capitaliste, fondé sur une forme renouvelée de socialisme¹. L'expression « deuxième gauche » a davantage été utilisée depuis la fin des années 1970 et au tournant de la décennie 1980, bien que décriée pour des considérations politiques. Le titre d'un ouvrage à succès l'a associée immédiatement à la CFDT en opérant une liaison que n'a pas renié une figure de ce courant, Gilles Martinet². Pour ce dernier, la « deuxième gauche » caractérise davantage cette gauche des années 1970, plus radicale que la précédente et dont la CFDT aurait été l'« épicecentre³ ».

Pour notre part, nous considérons qu'au tournant des années 1970, cette gauche connaît deux inflexions majeures. D'une part, elle se positionne davantage à une échelle européenne et fait se rencontrer des militants français et italiens membres de la *sinistra sindacale*, un courant radical éclaté qui émerge au sein de la gauche italienne à la fois dans ses courants marxistes et catholiques⁴. D'autre part, les thèmes abordés révèlent l'importance attribuée aux mouvements sociaux. La conflictualité ouvrière caractéristique de ces années 1968, dans cette séquence aujourd'hui bien délimitée par l'historiographie⁵, conduit les militants de gauche à réfléchir à nouveau à la potentialité révolutionnaire de la classe ouvrière et à son rôle dans l'instauration d'une société socialiste. Cet intérêt permet aux organisations syndicales de s'insérer facilement dans ces échanges, notamment la CFDT. Affirmant sa capacité à être un véritable « laboratoire d'idées » pour la « deuxième gauche »⁶, la centrale, dont on connaît la disponibilité à l'égard des expériences étrangères dans lesquelles elle aime à puiser ses références (le travaillisme britannique, la référence autogestionnaire

¹ Nous remercions les relecteurs de cet article, sollicités par la revue, pour leurs critiques et leurs conseils.

Selon Philippe Tétart, le terme de « nouvelle gauche » s'emploie par rétroaction bien qu'il ne soit formellement apparu qu'en 1954 (notice « Nouvelles gauches », dans Jean-François Sirinelli (dir.), *Dictionnaire historique de la vie politique française au XX^e siècle*, Paris, PUF, 1995, p. 730-732).

² Hervé Hamon et Patrick Rotman, *La deuxième gauche. Histoire intellectuelle et politique de la CFDT*, Paris, Éditions Ramsay, 1982 ; Marc Sadoun (« Deuxième gauche », dans Jean-François Sirinelli [dir.], *Dictionnaire...*, op. cit., p. 355-356) et Vincent Duclert, (« La "deuxième gauche" », dans Jean-Jacques Becker et Gilles Candar [dir.], *Histoire des gauches en France*, tome 2, Paris, La Découverte, 2004, p. 175-189), utilisent « deuxième gauche » également. Mais l'usage est récusé par Michel Rocard (malgré le titre de l'ouvrage), cf. Jean-Claude Casanova et al., *Pour une histoire de la Deuxième Gauche. Hommage à Jacques Julliard*, Paris, Bibliothèque nationale de France, 2008, p. 136.

³ *Une certaine idée de la gauche*, Paris, Odile Jacob, 1997, p. 175.

⁴ Étudiée par Fabrizio Loreto, *L'« anima bella » del sindacato. Storia della sinistra sindacale (1960-1980)*, Roma, Ediesse, 2005.

⁵ Cf. Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007.

⁶ Cf. Frank Georgi, « Les Rocardiens : pour une culture politique autogestionnaire », dans *Id., Autogestion. La dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, p. 203. Voir aussi Hélène Hatzfeld, *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005.

yougoslave), se place au cœur de ces échanges. Ainsi, en étudiant ses archives⁷, en prêtant une attention spécifique à ses travaux intellectuels dans lesquels se manifeste l'influence italienne⁸, il est possible de porter un nouveau regard sur l'élaboration de la culture politique de « deuxième gauche » dont le caractère transnational s'affirme au cours de ces années 1970. Nous reviendrons d'abord sur la nature des liens que la CFDT entretient avec l'Italie avant de détailler le contenu de ces échanges.

La CFDT entre « deuxième gauche » et *sinistra sindacale*

Les événements de 1968, non seulement le mouvement social mais aussi la brutale répression du Printemps de Prague, agitent profondément en France les composantes de la « deuxième gauche »⁹. En Italie aussi l'heure est aux réflexions : le second *biennio rosso* voit se multiplier les débats au sein des milieux politiques et syndicaux, en particulier au sein du Parti communiste italien (PCI) et du Parti socialiste italien d'unité prolétarienne (PSIUP)¹⁰. Durant cette période, une série de colloques organisés par la Gauche européenne a été l'un des lieux d'expression de ces discussions à cheval entre les deux pays. Robert Buron, président d'Objectif 72 et Livio Labor qui avait créé l'Association de culture politique (ACPOL) après avoir démissionné de la direction des *Associazioni cristiane lavoratori italiani* (ACLI) pour s'engager en politique, en sont à l'origine. Labor a d'abord organisé un congrès à Milan en septembre 1969 autour du thème des « contestations sociales et mouvements ouvriers¹¹ ». Mais son ambition est plus large encore, étendue « aux perspectives et stratégie de la gauche en Europe » : il souhaite voir se rencontrer « des personnalités participant par leur engagement pour une politique de gauche ou dans les luttes syndicales » dans un cadre transnational¹². Deux colloques se sont ainsi tenus à Paris en février 1970 puis à Rome en octobre de la même année. Des figures françaises de la « deuxième gauche », comme Michel Rocard ou Gilles Martinet, s'y sont retrouvées mais aussi Lucio Magri et Rossana Rossanda, membres du groupe du *Manifesto* tout juste émergent, Lelio Basso, une figure tutélaire de la gauche du Parti socialiste italien (PSI), parti avec lequel il avait rompu au moment de la formation du gouvernement de centre gauche, ce qui avait donné lieu à la création du PSIUP en 1964 à laquelle il participa, et enfin Pierre Carniti et Luigi Macario, des

⁷ Consultables aux archives confédérales de la CFDT (AC). De multiples fonds ont trait aux échanges avec l'Italie : les archives de congrès confédéraux (série 1G), celles des secteurs confédéraux, en particulier du secteur international (cartons 7H645 et 8H1881) et du secteur politique (7H293 et 8H1628), les fonds personnels (série P). Nous avons également consulté les fonds Gilles Martinet (MR) et André Jeanson (JE) aux Archives d'histoire contemporaine du Centre d'histoire de Sciences Po (CHSP).

⁸ Nous avons étudié les travaux du Bureau de recherches, d'analyses et d'études coordonnées (BRAEC), le bureau d'étude de la confédération, et les articles parus dans la revue de la CFDT, *Formation* renommée *CFDT-Aujourd'hui* en 1973.

⁹ Particulièrement la CFDT, cf. Frank Georgi, *L'invention de la CFDT (1957-1970)*, Paris, les Éditions de l'Atelier, 1995.

¹⁰ Voir le témoignage de Lucio Magri, *Il sarto di Ulm*, Milano, Il Saggiatore, 2009. Pour une vue d'ensemble, voir Fabrizio Loreto, *L'anima...*, *op. cit.*

¹¹ *Convegno di studi* organisé à Milan les 26-28 septembre 1969 dont les actes ont été publiés dans les *Quaderni dell'ACPOL*.

¹² Lettre de Robert Buron à la CFDT, décembre 1969 (AC CDF8H1628).

syndicalistes italiens rattachés à la Confederazione italiana sindacati dei lavoratori (CISL) assimilée à la gauche catholique¹³.

Cette présence syndicale italienne n'est guère surprenante. Il est fréquent de voir, dans ce pays, les milieux politiques et syndicaux se mêler. Au sein des principaux syndicats comme la Confederazione generale italiana del lavoro (CGIL) ou la CISL, des courants sont organisés sur des bases politiques. Le principal parti de la *sinistra sindacale*, le PSIUP, a une composante « syndicale » autour de Lelio Basso et l'une de ses principales figures, Vittorio Foa, a longtemps dirigé le bureau d'étude de la CGIL¹⁴. Livio Labor lui-même est issu du mouvement ouvrier, les ACLI étant une structure associative devant réunir et former les travailleurs catholiques selon la doctrine sociale de l'Église sans remettre en cause le syndicalisme unitaire institué à la Libération. La CFDT est aussi représentée aux colloques. Sa participation politique et intellectuelle à ce type d'événement n'est pas nouvelle, comme en atteste l'expérience de la Rencontre socialiste de Grenoble, quelques temps auparavant, en 1966¹⁵. Des personnalités, parfois très importantes, se mêlent aux discussions à titre individuel. Au colloque de Paris, ce stratagème est utilisé. Deux de ses responsables, René Salanne, secrétaire confédéral chargé de l'international, et Jacques Moreau, alors dirigeant de la fédération de la Chimie, participent au premier colloque dans la capitale française. Ils y retrouvent André Jeanson, président de la CFDT encore pour quelques semaines, qui prévoit depuis trois ans son départ de la confédération. Si la démission soudaine de Georges Levard en 1967, à qui il a dû succéder, a retardé son projet, ces colloques arrivent à point nommé pour lui qui entend se consacrer pleinement au combat politique¹⁶. Il s'est donc investi dans ce mouvement de la Gauche européenne dont il est devenu le vice-président. En revanche, la participation de la CFDT au deuxième colloque change de nature. Votée par son bureau national, la confédération y figure de façon officielle et, avec sept représentants, sa délégation y est la plus nombreuse¹⁷. En amont, ses membres ont pris une part active aux discussions du pré-colloque organisé par le comité français dans la banlieue lyonnaise à l'Arbresle¹⁸. Au moins une réunion de travail s'est tenue au siège de la confédération rue Montholon pour que des responsables cédétistes, notamment fédéraux, « apport[ent] expérience et leçons » aux rédacteurs du rapport sur les « formes et instruments de ces luttes¹⁹ ». Toute l'organisation a ainsi été impliquée dans cette préparation. Le terreau franco-italien, le moment et les sujets en débats expliquent cette évolution.

Les cédétistes étaient familiers du contexte italien depuis longtemps grâce notamment à Paul Vignaux. Cet « intellectuel syndicaliste²⁰ », normalien et agrégé de

¹³ Liste des participants de la Première rencontre sur les perspectives et la stratégie en Europe, Rome, 26-27 février 1970 (AC 8H1628).

¹⁴ Sur l'histoire du PSIUP, voir Aldo Agosti, *Il partito provvisorio. Storia del Psiup nel lungo Sessantotto italiano*, Roma-Bari, Editori Laterza, 2013.

¹⁵ Frank Georgi, *L'invention...*, op. cit., p. 415-418.

¹⁶ Intention dont il fait part à Gilles Martinet dans une lettre du 30 juin 1969 (AC 7H293).

¹⁷ Voir la note d'information sur l'ACPOL rédigée par le secteur politique pour le Bureau national des 23-24 juillet 1970 (AC 8H1628).

¹⁸ Selon Jacques Nobécourt du *Monde* (6 novembre 1970), les débats ont surtout été animés par des membres du PSU et de la CFDT du côté français et l'aile gauche des socialistes côté italien.

¹⁹ Lettre de Jean-Paul Murcier et Michel Le Tron aux participants, 16 septembre 1970 (AC 8H1628). Les rapports ont ensuite été rédigés par Serge Mallet, Gilles Martinet et Michel Rocard.

²⁰ Titre de l'ouvrage que la CFDT lui a dédié en sa mémoire : *Paul Vignaux. Un intellectuel syndicaliste*, Paris, Syros, 1988.

philosophie, devenu en 1934 directeur d'étude à l'École pratique des hautes études et à l'origine de la création de la première organisation laïque au sein de la CFTC, le Syndicat général de l'Éducation nationale (SGEN), a été l'une des personnalités les plus influentes dans l'évolution de la centrale. Avant-guerre il a réorganisé et dirigé la formation et la recherche au sein de la CFTC avant de s'occuper des *Cahiers* du groupe Reconstruction. Sous son « patronage » s'est formée la « minorité » à l'origine de la déconfessionnalisation de la CFTC et a été élaboré le socialisme démocratique de la CFDT. Or Paul Vignaux, qui n'hésitait pas à puiser ses références dans les expériences étrangères, a développé un intérêt particulier pour l'Italie. Durant la guerre, réfugié à Toulouse, il y a connu l'ancien professeur de droit et député antifasciste, Silvio Trentin, en fréquentant assidûment la librairie que celui-ci avait ouvert. Après la mort de Silvio en 1944, son fils Bruno poursuivit ce compagnonnage²¹. Outre ces relations presque familiales qui expliquent l'introduction précoce de Bruno Trentin dans le monde cédétiste (voir *infra*), l'attention de Paul Vignaux aux débats politiques et syndicaux italiens influa sur les orientations prises par la centrale. En atteste par exemple le nombre d'articles parus dans les *Cahiers Reconstruction* et principalement écrits par René Nouat, un de ses collaborateurs²². Ces articles ont été particulièrement nombreux au moment de la rupture au sein de la CGIL unitaire lorsque les syndicalistes catholiques, rejetant l'hégémonie communiste au sein du mouvement syndical, ont préféré créer une organisation concurrente, laïque et pluraliste, aboutissant à la naissance de la CISL en 1950. Leur choix ouvrait de nouvelles perspectives à des militants français désireux également de rompre le lien religieux²³.

Des organisations « minoritaires » de la CFDT ont alors multiplié les rencontres avec des syndicalistes italiens, en particulier la Fédération générale de la métallurgie (FGM). Son ancien secrétaire général, Charles Savouillan, avait été nommé à la division des problèmes du travail de la CECA en 1953. Il avait profité de cette position pour favoriser les échanges entre son ancienne fédération et des syndicalistes européens non rattachés au mouvement ouvrier chrétien dont les Italiens de la Federazione italiana metalmeccanici (FIM), la fédération de la métallurgie liée à la CISL²⁴. Une relation de confiance s'était peu à peu instaurée entre la FGM et la FIM au point qu'en 1963-1964 avaient été institués des échanges réguliers aux différentes échelles des fédérations (secrétariats généraux, secrétariats exécutifs, branches industrielles et même groupes industriels). Ce réseau est par la suite venu étoffer les relations confédérales entre la CFDT et la CISL. D'après le témoignage de Bruno

²¹ Proximité mentionnée notamment par Daniela Saresella, « Bruno Trentin e il mondo cattolico », dans Sante Crucianni (dir.), *Bruno Trentin e la sinistra italiana e francese*, Collection de l'école française de Rome, n° 469, 2012, p. 222 et Jean Lecuir « Paul Vignaux à Toulouse : résistance spirituelle et politique en zone non occupée (juin 1940-juin 1941) », dans Olivier Boulois (dir.), *Paul Vignaux citoyen et philosophe (1904-1987)*, Turnhout, Brepols, 2013, p. 99-101. Voir aussi le témoignage de Bruno Manghi, « Paul Vignaux : un ami et un maître », dans *Paul Vignaux...*, *op. cit.*, p. 211.

²² Entre 1946 et 1954, le bulletin *Reconstruction* a fait paraître douze articles sur l'Italie dans une proportion comparable aux articles consacrés à des thèmes allemands ou anglais, autres références fréquentes de l'époque.

²³ Sur le sens de cette laïcisation en Italie, voir Gerd-Rainer Horn, *The Spirit of Vatican II. Western European Progressive Catholicism in the Long Sixties*, Oxford, Oxford University Press, 2015, p. 215-216.

²⁴ De nombreux noms pourraient être mentionnés mais l'on peut penser à la CFDT à Eugène Descamps, André Soulat, Roger Briesch ou Jacques Chérèque Luigi Macario et Pierre Carniti à la CISL et Bruno Trentin à la CGIL. Pour plus de détails, nous renvoyons à notre thèse, *Un internationalisme entre discours et pratiques. La politique internationale de la CFDT*, Université du Havre, 2014, p. 342-349.

Manghi, membre du secrétariat de la FIM milanaise durant ces années, la CFDT s'est rapprochée de la CISL quand celle-ci a opéré une réorientation stratégique à la fin des années 1950, rompant avec la tutelle démocrate-chrétienne pour rejoindre le terrain des luttes. L'évolution en parallèle de la CFTC vers la CFDT « révélait aux amis italiens un modèle de grand intérêt, visant lui aussi à une forte autonomie et ouvert à des hypothèses audacieuses d'autogestion, de critique originale du capitalisme²⁵ ». En réalité, avec l'entrée dans les instances confédérales de minoritaires et en particulier de métallurgistes, des militants, qui ont noué des relations dans leurs responsabilités antérieures, échantent désormais au niveau confédéral.

Mais les liens se sont surtout renforcés avec les concurrents de la CISL, la CGIL. Cela pourrait paraître surprenant étant donné l'inscription de la CGIL dans le camp communiste dont témoigne son affiliation à la Fédération syndicale mondiale réunissant, sous la tutelle soviétique, les syndicats communistes. Désireuse d'élargir ses relations, la CGIL a souhaité entrer en contact avec la confédération française. Les responsables de la CFDT y ont tout de suite trouvé un intérêt à échanger. La « position idéologique de la CGIL » a rapidement fait l'objet d'une étude du centre de recherche confédéral qui apprécie sa capacité à « se dépouill[er] de la phraséologie révolutionnaire classique, négligeant les références littérales aux auteurs marxistes qui, cependant, inspirent leur réflexion²⁶ ». En particulier, les réflexions italiennes sur la condition salariale et l'élaboration d'une « politique syndicale » rejetant le modèle d'une « avant-garde éclairée » intriguent les cédétistes. De la même façon, la CFDT est apparue aux yeux de la CGIL comme une interlocutrice bien plus « facile » que la CGT avec laquelle se pose sans cesse la question de l'autonomie politique et culturelle du syndicat et du lien avec le parti²⁷. Les Italiens se retrouvent davantage dans les positions de la CFDT et c'est pourquoi les échanges ont pu largement se déployer, notamment après 1968, lorsque la CGIL, en critiquant fortement la répression à Prague, prend à nouveau ses distances à l'égard des Soviétiques. Alors les relations italiennes de la CFDT deviennent particulièrement visibles, un membre de la CGIL et un représentant de la CISL, par exemple, assistent officiellement au 35^e congrès de la CFDT²⁸. Les échanges de délégation donnent lieu à des communiqués et à des articles dans la presse syndicale²⁹.

Ce « réseau » italien de la CFDT ne se limite pas aux milieux syndicaux. Plusieurs de ses responsables, figures de la minorité ou animateurs des débats d'idées, fréquentent les cercles où s'élabore la culture de « deuxième gauche ». Edmond Maire, Marcel Gonin et Jacques Moreau, parmi d'autres, participent régulièrement aux rencontres organisées par les membres des *Temps Modernes* et du *Nouvel Observateur* où ils retrouvent des socialistes français comme Michel Rocard et Gilles Martinet, et des socialistes italiens, membres du PSIUP comme Vittorio Foa, Lelio Basso, et bien sûr

²⁵ Bruno Manghi, art. cit., p. 211. Sur la nouvelle culture du conflit adoptée par la CISL, voir Gerd-Rainer Horn, *The Spirit...*, op. cit., p. 218-227. Voir aussi, Fabrizio Loreto, *L'anima...*, op. cit., p. 56-60.

²⁶ Note d'André Demonchaux, *Communication sur la position idéologique de la CGIL*, sans date, probablement 1963 (AC 7H645).

²⁷ Témoignage de Bruno Trentin auprès de Jean-Marie Pernot, *Dedans, dehors, la dimension internationale du syndicalisme français*, Université Paris X, 2001, p. 780.

²⁸ Baldassare Armato (CISL) et Umberto Scalia (CGIL) sont mentionnés dans les listes des délégations étrangères et invités internationaux au 35^e congrès (6-10 mai 1970) (AC 1G39).

²⁹ « Entretien CFDT-CISL italienne à Rome », *Syndicalisme*, 8 octobre 1970 et « Rencontre CGIL-CFDT à Paris », *Syndicalisme*, 3 février 1972.

Bruno Trentin³⁰. Les rencontres sont aussi régulières avec les membres du *Manifesto*. Ceux-ci ont constitué un courant contestataire au sein du PCI dont ils ont fini par être exclus à la fin de l'année 1969, après avoir exposé leurs motifs d'opposition dans une revue indépendante appelée *Il Manifesto*. Cette origine communiste n'empêche pas, là aussi, l'entente avec les syndicalistes de la CFDT tant les opinions exprimées, notamment par rapport aux événements de Prague ou sur le modèle de développement, se rejoignent³¹. La nature du projet du *Manifesto* intéresse particulièrement, ce que révèle une étude du bureau de recherche de la CFDT reprenant un texte de Lucio Magri sur l'histoire du PCI des années 1960 qui sert surtout à exposer la volonté du *Manifesto* de « créer [...] un point de référence politique et institutionnel extérieur au PC », une « nouvelle force révolutionnaire », non un parti alternatif, mais un nouveau mouvement produit d'une « révolution culturelle, d'une restructuration, construite à partir de la lutte de masse », recherchant une « synthèse » entre gauche communiste et « nouvelles avant-gardes politiques et sociales nées en dehors du parti³² ». D'après un témoignage de Jacques Moreau, il se produit avec eux « beaucoup de petites réunions [...] le week-end [...] à sept ou huit [...] [où ils] essay[ent] de réfléchir sur les stratégies³³ ». Cela débouche sur l'organisation en juin 1972 de deux journées de travail à la confédération avec des membres du *Manifesto*. Tout le « gouvernement » de la CFDT s'y retrouve pour discuter avec ceux qui ont « tenté, comme la CFDT à son dernier congrès, de refaire du socialisme une idée neuve ». Le travail donne lieu à un long compte rendu largement diffusé dans la confédération³⁴. Parmi tous ces individus, Bruno Trentin est assurément la grande figure italienne connue au sein de la confédération. Le cosmopolitisme de Trentin a déjà été étudié, depuis ses premiers engagements de jeunesse au sein du Parti d'Action³⁵, ainsi que sa proximité avec la France où il a passé son enfance et son adolescence, sans mentionner sa compagne journaliste au *Nouvel Observateur*, Marcelle Padovani. Mais ils sont nombreux parmi les anciens responsables de la centrale à se souvenir de l'impression laissée par cet autre « intellectuel syndicaliste », en particulier parmi les anciens de la FGM qui l'ont côtoyé en tant que secrétaire général de la fédération de la métallurgie de la CGIL, la FIOM.

Du « socialisme syndical » à la crise

La nature politico-syndicale des échanges alimente la teneur des réflexions. Celles-ci font des luttes ouvrières et du « contrôle ouvrier », dans le contexte des années 1968, le socle d'un nouveau socialisme que nous pourrions qualifier, en reprenant le terme employé par Albert Détraz pour désigner l'orientation de la CFDT à cette époque et,

³⁰ Entretien de Jacques Moreau avec Jean-Marie Pernot, *Dedans...*, *op. cit.*, p. 745. Voir aussi le témoignage de Pierre Rosanvallon, *Notre histoire politique et intellectuelle (1968-2018)*, Paris, Seuil, 2018, p. 88-89.

³¹ Voir le témoignage de Lucio Magri, *Il sarto...*, *op. cit.*, p. 252-258

³² Note du BRAEC, *De Togliatti à Berlinguer : le PCI des années 1960*, février 1971 (AC 8H129).

³³ Entretien de Jacques Moreau... *cit.*

³⁴ Lettre d'Albert Détraz à Rossana Rossanda, 5 août 1971 et circulaire du secteur politique de la CFDT, *Rencontre CFDT-Il Manifesto*, février 1973 (la rencontre a eu lieu les 10 et 11 juin 1972 à Paris) (AC 15P118).

³⁵ Rappelé par S. Cruciani dans sa présentation biographique de Trentin, *Bruno...*, *op. cit.*, p. 10.

sur le modèle du terme italien « *sinistra sindacale* », de « socialisme syndical »³⁶. Bien des acteurs partagent le diagnostic sur l'épuisement de la gauche. La correspondance entre Gilles Martinet et Lelio Basso, tous les deux en rupture avec leur parti respectif, l'atteste. Martinet a perdu la main au PSU et Basso s'apprête à quitter officiellement le PSIUP³⁷. Ils sont à la recherche de nouvelles structures capables de porter une refondation idéologique et de répondre à la crise de la « gauche officielle [...] en retard sur les événements³⁸ ». Ce désir de restructurer la gauche est fortement imprégné par les événements de Mai 68, non seulement parce que pendant quelques jours il a été possible de considérer qu'un mouvement social pouvait produire un renversement du pouvoir mais aussi parce que le mouvement semble se prolonger³⁹. Les colloques de la gauche européenne témoignent de cette imprégnation. Le rapport introductif de Lelio Basso, en amont de la réunion de Paris, souligne la volonté d'apporter une nouvelle perspective de gauche « qui veut construire le socialisme », c'est-à-dire « qui lutte sérieusement et de façon concrète pour l'abolition de l'exploitation capitaliste », sans rechercher « l'intégration [...] dans le système capitaliste⁴⁰ ». Suivant la ligne tracée lors du congrès d'étude de l'ACPOL à Milan qui a mis au cœur des discussions la contestation sociale, il place la classe ouvrière au fondement de cette réflexion. Le socialisme prôné est une alternative pour les sociétés anciennement industrialisées d'Europe occidentale parce qu'elles possèdent un « noyau essentiel des forces productives » qui dispose d'un « patrimoine intellectuel et moral » et est en capacité de se révolter en raison de ses conditions matérielles mais aussi contre « sa situation de dépendance et de sujétion ». Il pourra imposer, au-delà d'une victoire électorale, une transformation des rapports sociaux. Par ailleurs, cela légitime la demande ouvrière « à participer à la direction du processus de production » et l'ambition de conquérir avant tout « les structures sociales [...] à l'intérieur même du tissu social ». Sans que le terme ne soit utilisé, lui préférant celui de « responsabilité », l'auteur laisse ainsi disparaître l'enjeu de l'autonomie ouvrière. La classe sociale à qui il revient de dessiner les perspectives n'a pas d'avant-garde désignée⁴¹. Le cadre d'action reste celui du « grand parti [...] rassemblant toutes les forces », mais Lelio Basso voit celui-ci agir au-delà du cadre parlementaire « au sein de tous les organes de la vie socio-culturelle » en étant l'« expression et guide de la maturation consciente des masses ».

³⁶ Mentionné par Frank Georgi, *CFDT : l'identité en questions ? Regards sur un demi-siècle (1964-2014)*, Nancy, Arbre bleu éditions, 2014, p. 162. Nous ne connaissons pas le contexte d'utilisation de ce terme et s'il a été employé régulièrement.

³⁷ Cf. A. Agosti, *Il partito...*, *op. cit.*, p. 197-198. Même si Lelio Basso a quitté officiellement le parti en janvier 1971, il avait annoncé sa démission à la veille des élections au printemps 1968 et s'était retiré de la direction au congrès suivant.

³⁸ Lettres entre Lelio Basso et Gilles Martinet, les 7 et 23 janvier 1969 (CHSP MR 6, n° 13). La proximité entre ces deux hommes est ancienne, formée dans les débats des « Nouvelles gauches », cf. Roberto Colozza, « Une affinité culturelle, une proximité politique. Lelio Basso, Gilles Martinet et la "deuxième gauche" », *Histoire@Politique*, 2012/1, n° 16, p. 140-153.

³⁹ Cf. Xavier Vigna, *L'insubordination...*, *op. cit.*

⁴⁰ Rencontre sur les perspectives et la stratégie de la gauche européenne, Paris, 26-27 février 1970, schéma de discussion proposé par Lelio Basso (AC 8H1628).

⁴¹ À noter que dans ce cas, le sens d'autonomie ouvrière ne signifie pas forcément l'autonomie vis-à-vis des organisations syndicales. Sur ce point, voir Ferruccio Ricciardi et Xavier Vigna « De l'usine au syndicat », dans S. Cruciani, *Bruno...*, *op. cit.*, p. 185-190.

Les discussions à Rome ont poursuivi ces réflexions. Deux commissions ont traité des « rapports syndicats-partis » et des « objectifs et formes des luttes⁴² ». Le « contrôle ouvrier » qui s'est exprimé, notamment lors des événements en France, dans les revendications mais surtout dans les formes choisies, à travers les occupations ou les assemblées, est positivement perçu ainsi que la participation de nouvelles classes travailleuses (employés, techniciens). Et si les grèves n'ont pas eu de débouchés politiques, c'est que « la gauche française n'a ni su, ni voulu orienter sa politique d'après les contradictions de la structure capitaliste française, ni d'après le conflit de classes en cours ». C'est donc le « contrôle ouvrier » qui doit « déclencher un processus politique de croissance révolutionnaire⁴³ ».

En se focalisant sur le caractère politique des luttes, ces militants ne peuvent cependant éviter d'interroger le rôle respectif des organisations syndicales et politiques. Or le caractère animé des discussions a montré la difficile entente sur le sujet. Le rapport de la commission, rédigé par André Jeanson, invitait à penser leur complémentarité. Mais cette position, envisageant leur action parallèle auprès des travailleurs, donc sur les lieux de travail, alors même que la conduite des luttes a pu amener à contourner les structures syndicales jugées bureaucratiques, est en fait assez isolée parmi les syndicalistes français. La thèse du PSU qui, sans reproduire le modèle de la « courroie de transmission », défend l'idée d'un parti prédominant car « naturellement » capable, en « politisant » la conscience de classe, de faire la « synthèse des facteurs révolutionnaires », est mal reçue par plusieurs membres de la CFDT⁴⁴. Au cours d'une intervention remarquée, à Rome, Albert Détraz, en particulier, rappelle son opposition à toute forme de délégation et souligne l'autonomie du syndicat et son caractère essentiel.

Ce sont des débats que la CFDT a également affrontés avec les membres du *Manifesto*. Dans la pensée italienne, ce mouvement est perçu comme un PCI renouvelé dont la bureaucratisation serait empêchée par la force syndicale. Selon Edmond Maire, « il y a cependant dans la CFDT l'intuition qu'on ne peut croire à une société unifiée, une forme d'organisation unique du mouvement ouvrier. Nous croyons à un socialisme bâti sur un certain nombre de tensions et de conflits et de ce point de vue, une instance "syndicale", autonome de la gestion et de la direction de la société, jouerait un rôle essentiel dans la dialectique sociale⁴⁵ ». De plus, la nécessité de la « destruction des rapports de production capitaliste », présentée par les membres du *Manifesto* qui continuent de se placer dans une optique de « passage au communisme » comme un processus nécessairement « violent et douloureux », n'obtient pas l'assentiment de la CFDT qui souhaite plutôt la ré-articulation du combat autour de ce qu'elle nomme des « objectifs intermédiaires⁴⁶ ».

Ces différences de point de vue peuvent-elles expliquer la disparition progressive de ce « socialisme syndical » en France ? Le réseau franco-italien se délite : après 1972, les échanges s'estompent, il n'y a plus de rencontres organisées sous cette forme

⁴² Les différents rapports sont réunis dans la brochure de la rencontre, *Nouveaux moyens de lutte de la classe ouvrière*, Rome, 30-31 octobre, 1^{er} novembre 1970 (AC 8H1628). Voir aussi le compte rendu paru dans *Tribune socialiste*, « L'Europe des grèves », n° 471, 5 novembre 1970.

⁴³ Sur l'importance et la circulation du concept de « contrôle ouvrier », voir l'article d'Hélène Hatzfeld dans ce dossier.

⁴⁴ Thèse énoncée au colloque préparatoire de l'Arbresle et restituée par André Jeanson dans son exposé introductif. Voir le compte rendu de Bruno Dasseto pour le BRAEC, *La gauche révolutionnaire en Europe* (AC 8H1628).

⁴⁵ Circulaire du secteur politique..., doc. cit., p. 35.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 37.

politique et syndicale. Les relations personnelles demeurent mais les rencontres ne se font plus entre organisations. Les colloques de la « gauche européenne » sont interrompus subitement. Après le colloque de Rome, une troisième rencontre a été envisagée qui devait se tenir au printemps 1972 et le réseau devait se solidifier par la mise en œuvre de groupes de travail transnationaux. Les statuts d'un « Comité international de liaison des rencontres sur les perspectives et la stratégie de la gauche en Europe » ont même été déposés à la Préfecture de Police de Paris le 27 mai 1971 par Robert Buron⁴⁷. Mais les réunions s'interrompent à l'été, probablement du fait du désengagement des principaux animateurs, Robert Buron notamment ayant été élu maire de Laval en mars 1971. On assiste alors à des formes de « renationalisation », chacun investissant en priorité le terrain national, en fonction des possibilités qui s'y font jour. La reconstitution d'une grande force socialiste en France après le congrès d'Épinay semble avoir capté les énergies. Gilles Martinet abandonne son projet d'institut, André Jeanson finit par faire de même en mettant fin à l'existence du Centre de recherches et d'initiatives socialistes qu'il avait lancé sur le modèle de l'ACPOL après son départ de la CFDT. En Italie aussi, Livio Labor transforme, juste avant les élections de 1972, l'ACPOL en parti politique (le Mouvement politique des travailleurs) avant de se résoudre, après son échec électoral, à rejoindre le PSI⁴⁸. D'autre part, ce « socialisme syndical » qui a pris appui sur les luttes ouvrières voit son fondement idéologique fragilisé par le resserrement économique et le difficile maintien de la même conflictualité.

La circulation idéologique entre Italie et France perdure néanmoins dans la deuxième partie des années 1970 et notamment à la CFDT. En 1976, *CFDT-Aujourd'hui* traite de « la stratégie syndicale italienne face à la crise » en revenant sur l'assemblée des 3 000 délégués de base tenue à Rimini en mars 1975. Au cours de celle-ci, Pierre Carniti a défendu l'idée d'une sortie de la crise, toujours appuyée sur le contrôle ouvrier, mais aussi par l'imposition d'une nouvelle politique industrielle qui modifierait « le type de développement », négociée au niveau des entreprises et des branches⁴⁹. Peu après, c'est la stratégie dite de « l'austérité négociée », élaborée au sein de la CGIL, qui suscite l'intérêt des responsables de la CFDT⁵⁰. En particulier, les recherches des syndicalistes italiens et leur position en matière de politique salariale et de hiérarchie ayant « pour objectif de diminuer les coûts salariaux et de dégager des moyens financiers pour un investissement contrôlé permettant la création d'emplois » nourrit les discussions⁵¹. Cette stratégie, qui fait de la crise une opportunité pour inciter à la reconversion industrielle, a été directement présentée aux militants de la CFDT lors d'une session du secteur politique de la confédération à l'Institut des sciences sociales du travail de Sceaux organisée sur le thème « État et société civile ». Bruno Trentin y a participé pour défendre une position acceptant la réalité de la crise et des problèmes de rentabilité qui en découlent. La question des coûts du travail était au cœur de son propos, non pour les dénoncer puisqu'ils sont la conséquence de progrès sociaux nécessaires, mais pour les intégrer à l'analyse économique. L'invitation de Trentin aux organisations ouvrières de reconsidérer leur

⁴⁷ Copie conservée dans le fond Jeanson (CHSP JE 3)

⁴⁸ À noter que Livio Labor fait part de sa démarche à Jacques Moreau dans une lettre du 3 janvier 1973 (AC 8H1881).

⁴⁹ N° 17, janvier-février 1976, p. 17-27.

⁵⁰ « Où en est le syndicalisme italien ? Une interview de Bruno Trentin », *Syndicalisme hebdo*, 21 octobre 1976, p. 17-18.

⁵¹ Compte rendu de la CFDT de la rencontre avec la CGIL à Rome, le 19 novembre 1977 (AC 8H1881).

rôle, « fortes de la conscience de cette réalité », est suivie à la CFDT. Son intervention, reprise dans *CFDT-Aujourd'hui*, inspire quelques temps après la publication d'un dossier sur la crise du capitalisme et les stratégies syndicales en Europe, présenté par Pierre Rosanvallon⁵². Relativisant les possibilités de « débouché politique des luttes » pour encourager la responsabilisation de l'acteur syndical, il semble déjà y dessiner le recentrage de la confédération, formalisé quelques mois plus tard par la publication au conseil national de janvier 1978 du Rapport Moreau appelant à privilégier le terrain de l'entreprise plutôt que les luttes politiques.

En conclusion, les échanges politiques et syndicaux entre la « deuxième gauche » et la *sinistra sindacale* nourrissent certainement les recherches idéologiques de ses membres. Au tournant de la décennie 1970, cette circulation n'est pas nouvelle mais le contexte post-1968 lui donne un nouvel allant et un caractère davantage public, notamment au sein de la CFDT qui s'est retrouvée au cœur de ces échanges. De culture marxiste et catholique à la fois, elle constitue un interlocuteur « naturel » d'une *sinistra sindacale* dans laquelle les « intellectuels syndicalistes », de Foa à Trentin, jouent un rôle important. Tous alors se retrouvent dans la condamnation des événements de Prague, ce qui leur permet d'incarner une rupture avec le modèle soviétique. Par ailleurs, l'importance attribuée aux luttes sociales et au contrôle ouvrier, moteur de ce socialisme renouvelé, les rassemble, même si cela n'est pas sans introduire des tensions sur la place respective des partis et syndicats. Les perspectives sont en effet différentes entre les acteurs et la référence privilégiée à la dimension ouvrière recouvre des conceptions assez éloignées. Pour certains, cette dimension est perçue comme le levier indispensable pour faire bouger les lignes politiques ; pour d'autres, au contraire il s'agit du lieu où la revendication est possible mais dans les limites que la réalité sociale impose. C'est sans doute là la raison fondamentale qui explique le fait que l'effervescence du tournant de la fin des années 1960 n'ait pas abouti à l'action qu'elle semblait présager. À la base de cette mouvance il y a eu sans doute la volonté d'échapper à l'hégémonie de l'obédience soviétique, accompagnée du choix de s'appuyer sur les mouvements sociaux concrets en en assurant la coordination sans en être l'avant-garde politique. Toutefois, lorsque le débat s'est approfondi, et dans un contexte de réduction du pouvoir revendicatif suite à la dégradation de la situation économique, la différence des positions est apparue de manière évidente, entre par exemple le choix de la CFDT face au *Manifesto*.

Une étude fine des textes permettrait probablement de préciser l'influence de ces échanges dans l'élaboration des programmes mais, dès à présent, la mise en évidence des circulations et des thématiques abordées dans ce cadre permet de souligner l'apport essentiel de ces discussions à la culture de « deuxième gauche », en complément de la dimension autogestionnaire acquise par ailleurs. La mise en avant de l'importance des luttes pose en effet la question de l'autonomie ouvrière. L'accent mis sur les mouvements sociaux est aussi un moyen de mettre à distance l'État et la conquête de l'appareil bureaucratique tout en s'affirmant socialiste. Sans doute les

⁵² Bruno Trentin « Le syndicalisme italien dans la crise : vers une stratégie alternative », n° 26, juillet-août 1977, p. 44-63. Dossier « Crise du capitalisme et stratégies syndicales en Europe », *CFDT-Aujourd'hui*, n° 27, septembre-octobre 1977, p. 59-77.

Italiens sont-ils plus à même de penser un tel processus, compte tenu de la moindre centralisation dans la manière de concevoir la structure administrative dans leur pays. Le recentrage effectué par la CFDT marque aussi à sa façon une telle mise à distance et s'inspire de « l'austérité négociée » mise en avant par les syndicats italiens. Enfin, il ne faut pas sous-estimer la dimension européenne pour comprendre l'entente franco-italienne. De plus en plus considérée comme un espace déterminant, obligeant à repenser les stratégies politiques, l'Europe a été un terreau favorisant les rencontres qui s'est prolongé au-delà de la décennie 1970. Ce n'est pas un hasard si des membres éminents de ces échanges, Jacques Moreau, Mario Didò (PSI, ex- CGIL) ou encore Giorgio Ruffolo (PSI), se sont retrouvés dans le premier Parlement européen élu et ont présenté ensemble dès 1979 un projet de résolution « Pour un plan européen de travail garanti ».